



B U R K I N A F A S O
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO

au 4^{ème} trimestre 2006

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
555, Avenue de l'indépendance - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.32.42.02 - Fax : (226) 50.32.61.59 - Burkina Faso
E-mail : insd@cenatrin.bf

TBE n° 04/2006

SOMMAIRE

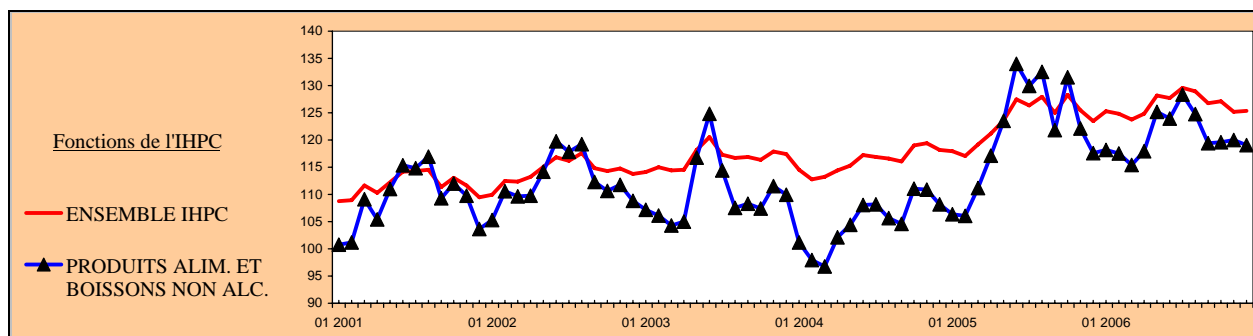
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

La situation du secteur réel en cette fin d'année 2006, se caractérise par un bon comportement de l'indice harmonisé des prix à la consommation (0,1% en glissement annuel) malgré la poursuite de la crise ivoirienne et les niveaux de prix inégaux, atteints par les hydrocarbures.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 1996	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	125,8	124,6	126,9	128,5	125,9	-2,0%	0,1%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	123,8	117,0	122,4	124,2	119,6	-3,7%	-3,4%
BOISSONS ALCOOLISEES TABACS ET STUPEFIANTS	126,7	125,8	129,7	132,9	133,3	0,3%	5,2%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	117,8	120,3	120,6	120,6	120,6	0,0%	2,4%
LOGMT, EAU, ELECT. GAZ, AUTRES COMB.	117,1	120,0	118,4	121,0	126,6	4,6%	8,1%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	107,3	107,8	108,2	108,2	108,2	0,0%	0,8%
SANTE	107,6	108,8	108,8	108,8	108,8	0,0%	1,1%
TRANSPORTS	146,6	146,5	150,9	153,9	140,9	-8,4%	-3,9%
COMMUNICAT.	159,8	159,8	159,8	159,8	159,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	107,3	107,4	107,5	107,5	107,4	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	136,2	136,7	136,7	136,7	149,1	9,1%	9,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	140,5	145,8	144,7	146,6	147,2	0,4%	4,8%
AUTRES BIENS ET SERVICES	115,9	115,8	115,8	115,8	115,8	0,0%	-0,1%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

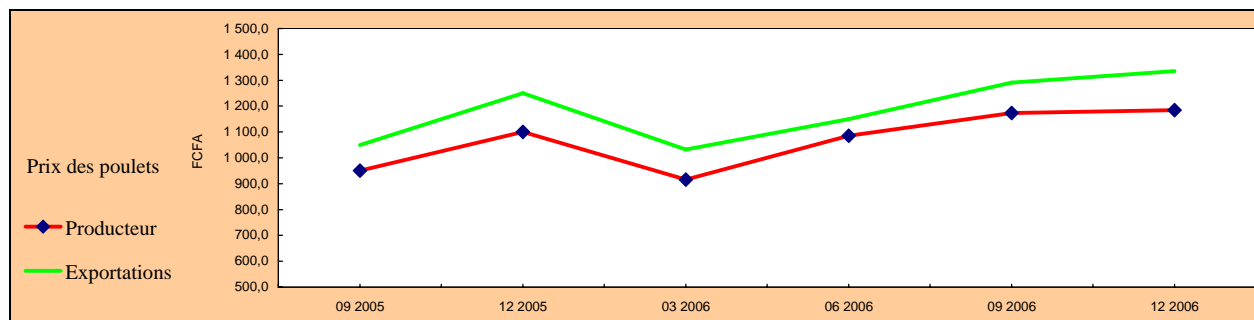
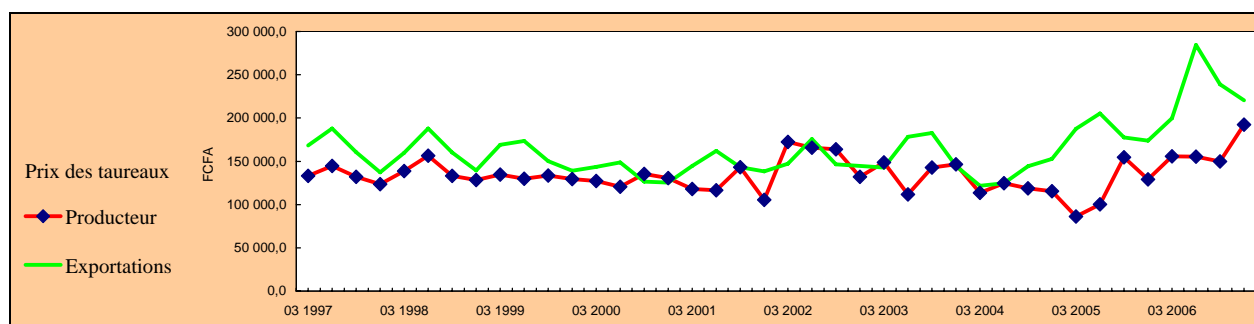
Le dernier trimestre de 2006 est marqué par une baisse de l'indice des prix à la consommation en glissement trimestriel de 2% et une légère hausse de 0,1% en glissement annuel. La baisse en glissement trimestriel, malgré la hausse des prix des services d'enseignement de 9,1% provient en grande partie de la baisse des prix des produits alimentaires (de 3,7%) et des services des transports (de 8,4%) suite au ralentissement de la poussée des prix des hydrocarbures.

La hausse enregistrée en glissement annuel, malgré la baisse des prix des produits alimentaires (de 3,4%) et des transports (de 3,9%), est tributaire essentiellement de l'augmentation des prix des services d'enseignement (de 9,5%), du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (8,1%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (5,2%).

Sources : I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En FCFA/Kg	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	129 146,0	155 611,0	155 458,0	149 910,0	192 500,0	28,4%	49,1%
Prix à l'exportation du taureau	173 917,0	199 596,0	284 333,0	238 909,0	220 344,0	-7,8%	26,7%
Prix au producteur du bélier	24 866,0	25 055,0	23 229,0	23 666,0	36 688,0	55,0%	47,5%
Prix à l'exportation du bélier	44 694,0	50 250,0	48 676,0	58 873,0	61 227,0	4,0%	37,0%
Prix au producteur du bouc	12 625,0	16 659,0	19 641,0	16 095,0	17 366,0	7,9%	37,6%
Prix à l'exportation du bouc	24 708,0	26 350,0	28 951,0	30 914,0	27 796,0	-10,1%	12,5%
Prix au producteur du poulet	1 100,0	916,0	1 085,0	1 173,0	1 184,0	0,9%	7,6%
Prix à l'exportation du poulet	1 250,0	1 032,0	1 150,0	1 291,0	1 335,0	3,4%	6,8%
Prix au producteur de la pintade	750,0	1 083,0	1 218,0	1 234,0	1 247,0	1,1%	66,3%
Prix à l'exportation de la pintade	1 165,0	1 198,0	1 330,0	1 256,0	1 256,0	0,0%	7,8%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

De manière générale, on note une tendance à la hausse des mercuriales de toutes les espèces, aussi bien au niveau des producteurs qu'à l'exportation.

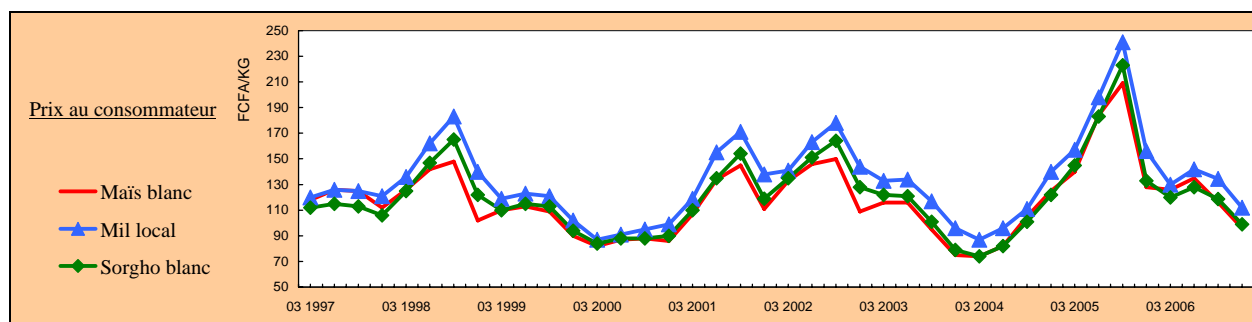
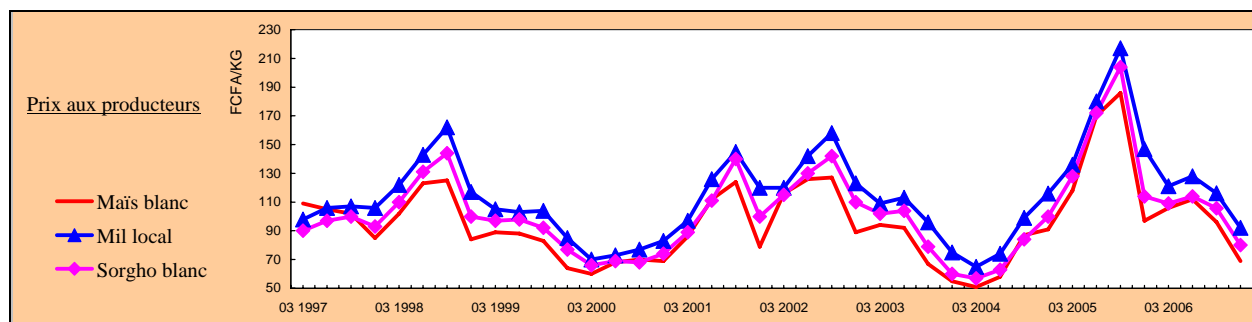
Au niveau des petits ruminants, la forte demande des moutons en fin d'année (du fait notamment de la fête de la Tabaski) a entraîné un renchérissement des prix aussi bien au niveau des producteurs que des exportateurs ; A l'opposé les prix des boucs, moins sollicités en cette période, sont demeurés stables au cours des deux derniers trimestres au niveau des producteurs. La baisse de la demande extérieure a eu pour principale conséquence une baisse des prix à l'exportation.

Le quatrième trimestre de la période d'observation a été caractérisé par une légère baisse des prix des bovins à l'exportation comparativement au trimestre précédent ; cette situation pourrait s'expliquer par le fait que la période de fin d'année est traditionnellement caractérisée par une "ruée" des bovins des pays sahéliens vers les pays côtiers ; en outre la forte demande en ovins par ces pays aurait entraîné une baisse de la demande en bovins entraînant du même coup une baisse de prix ; toutefois, en glissement annuel on observe dans l'ensemble un bon comportement du marché du bétail avec des hausses à l'exportation allant de 6,8% pour les poulets à 37% pour les ovins.

Sources : Ministère des Ressources Animales (MRA)

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En FCFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	97,0	106,0	112,0	96,0	69,0	-28,2%	-28,9%
Prix au consommateur de maïs blanc	128,0	126,0	135,0	116,1	96,0	-17,3%	-25,0%
Prix au producteur du mil local	147,0	121,0	128,0	116,3	92,0	-20,9%	-37,4%
Prix au consommateur du mil local	156,0	130,0	142,0	134,5	112,0	-16,7%	-28,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	114,0	109,0	114,0	105,6	80,0	-24,3%	-29,8%
Prix au consommateur du sorgho blanc	133,0	120,0	128,0	118,8	99,0	-16,6%	-25,6%



Le marché agricole est caractérisé par une tendance à la baisse des prix en ce dernier trimestre de l'année 2006 qui correspond également à celle des récoltes et des fêtes de fin d'année.

On a observé ainsi un niveau d'approvisionnement satisfaisant des marchés, induit par de bonnes récoltes et les fêtes religieuses (Ramadan, Tabaski, Noël) et de fin d'année.

Sur les marchés de collecte on a donc enregistré une baisse des prix au producteur, de l'ordre 28% pour le maïs blanc, de 24% pour le sorgho blanc et de 21% pour le mil local.

Les prix au consommateur montrent également une tendance à la baisse, gage d'une bonne campagne agricole. Ainsi, on a pu noter une baisse des prix de l'ordre de 17% en moyenne pour les principales céréales que sont le mil local, le maïs blanc et le Sorgho blanc sur l'ensemble des marchés de détail de référence.

Il faut ajouter que ces prix sont également en baisse lorsque comparés à l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années pour la même période.

Toutefois, il convient de renforcer le suivi de la situation alimentaire dans les zones à risques qui ont été identifiées au cours de la campagne agricole. Ces zones dont les productions ne couvriraient pas 90% des besoins alimentaires des populations sont situées dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, du Centre-Est et de l'Est de notre pays.

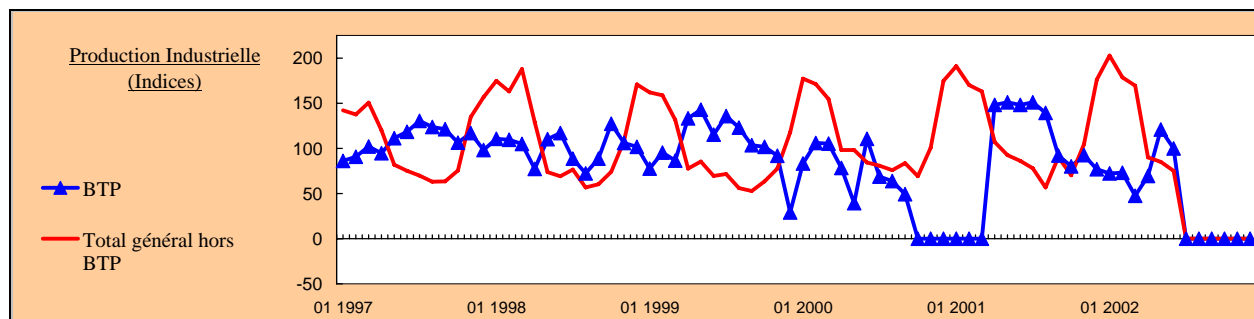
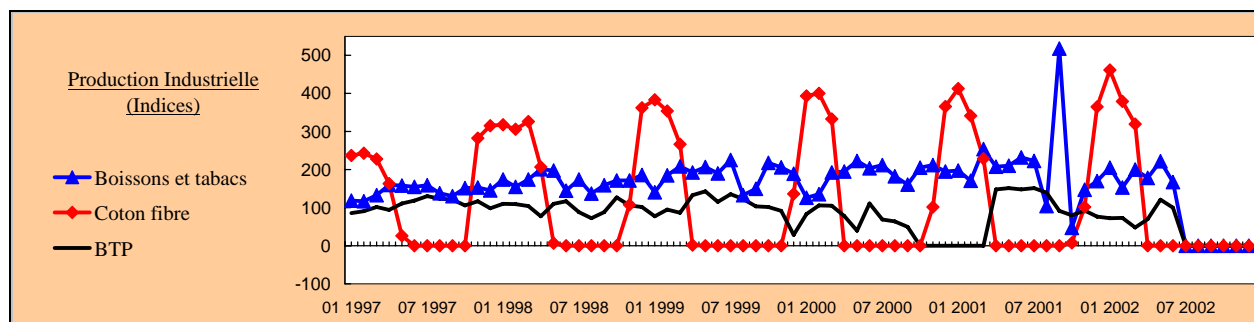
Par contre, face à la forte baisse des prix dans les zones excédentaires, des mesures d'amélioration des revenus paysans sont à envisager et pourraient être entre autres les achats institutionnels.

Les périodes à venir connaîtront une légère hausse des prix des principales céréales d'autant plus que c'est la période de reconstitution des stocks commerçants et de stocks institutionnels.

Sources : SO.NA.GE.S.S. (SIM)

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
TOTAL GENERAL HORS BTP	95,1	75,1	117,0	183,5	83,4	-54,6%	-12,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



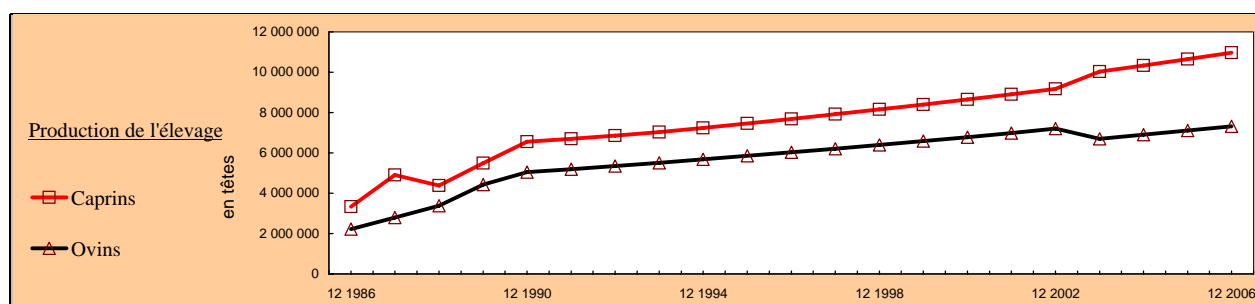
Sources : I.N.S.D

Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, nous espérons une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle, raison pour laquelle cette rubrique a été maintenue.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Production (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	Croissance moyenne	
						2002-2006	2005-2006
Production de bovins (en têtes)	4 992 030	7 311 544	7 458 000	7 607 000	7 759 000	11,7%	2,0%
Production d'ovins (en têtes)	7 199 377	6 702 640	6 904 000	7 110 000	7 324 000	0,4%	3,0%
Production de caprins (en têtes)	9 173 894	10 035 687	10 337 000	10 647 000	10 966 000	4,6%	3,0%
Production de volailles (poules + pintades) (en milliers de têtes)	23 786	30 501	31 416	32 358	33 329	8,8%	3,0%

**PRODUCTIONS DE L'ELEVAGE**

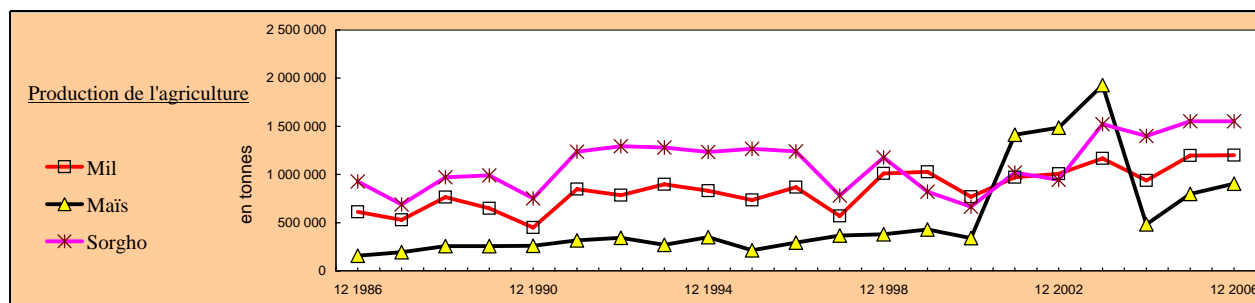
Une mise à jour des effectifs par l'ENEC II a eu lieu en 2003, et les taux ont servi à partir de 2004, à actualiser les effectifs du cheptel national. Implicite, cela signifierait que les taux de croît utilisés pour actualiser les effectifs aviaires (avant l'ENEC II) étaient pour le moins sous-estimés.

Les statistiques jusqu'en 2006, mettent en relief la rupture intervenue entre les effectifs des bovins et ceux des ovins ; depuis 2003, le Burkina compte plus de bovins que d'ovins du fait d'une exportation accrue de cette espèce au détriment des bovins difficilement exportables depuis le déclenchement de la crise ivoirienne.

Sources : Série de rapports statistiques annuels du Ministère des Ressources Animales (MRA)

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	Croissance moyenne	
						2002-2006	2005-2006
Production brute total de céréales	3 520 766	4 722 261	2 901 973	3 649 533	3 858 224	2,3%	5,7%
dont : Production brute de mil (en tonnes)	1 008 051	1 165 506	937 630	1 196 253	1 198 656	4,4%	0,2%
dont : Production brute de sorgho (en tonnes)	944 605	1 522 477	1 399 302	1 552 911	1 553 830	13,3%	0,1%
dont : Production brute de maïs (en tonnes)	1 485 110	1 927 983	481 474	799 052	905 713	-11,6%	13,3%



D'une manière générale, les spéculations céréalières se sont accrues de plus d'environ 10%, entre 2002 et 2006, ce qui donne un taux de croît annuel moyen de 2,3%.

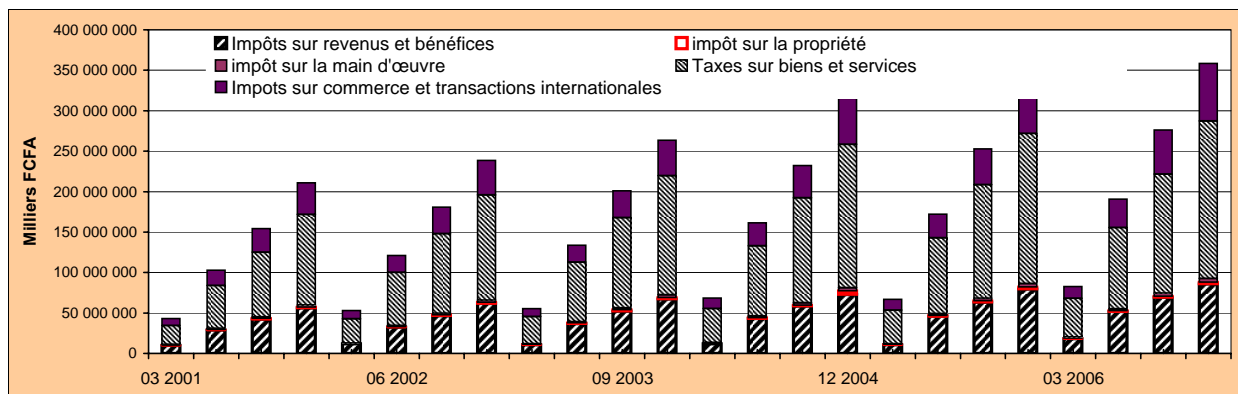
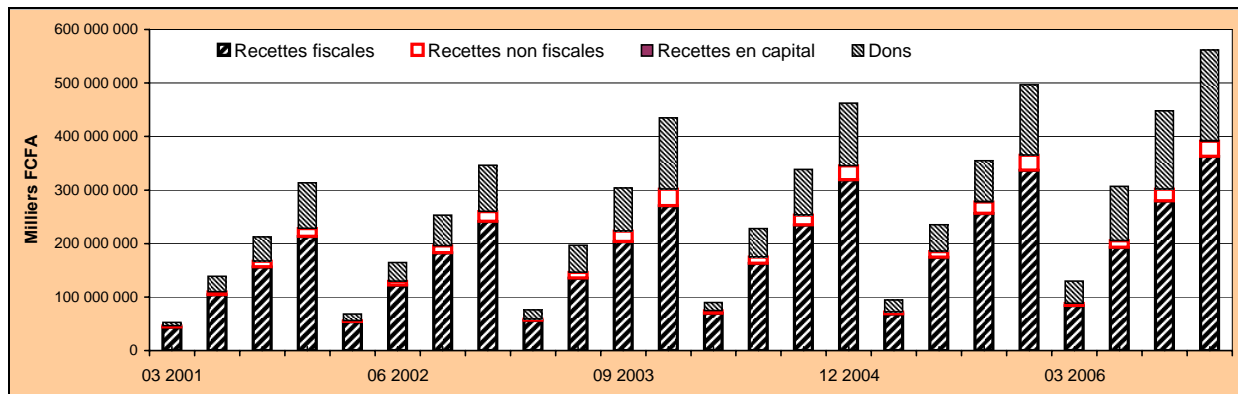
Sources : SONAGESS ET DGPSA

Finances publiques

Le niveau de mobilisation des recettes et dons hors PPTTE au quatrième trimestre 2006 selon le TOFE du 31/12/2006, s'élève à 561,9 milliards de francs CFA contre 496,7 milliards de francs CFA en 2005. Les dépenses et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 733,5 milliards de francs CFA contre 642 milliards de francs CFA en 2005. Au 31 décembre 2006, il se dégage un déficit base engagement de 171,7 milliards de F CFA et un déficit base caisse de 134,4 milliards de francs CFA.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
		2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	646 454 388	496 718 801	129 569 263	307 022 294	447 986 657	561 898 811	25,4%	13,1%
Recettes totales	443 704 606	365 178 076	87 904 184	205 195 407	301 597 352	391 918 600	29,9%	7,3%
Recettes courantes	443 064 403	364 780 400	87 859 752	205 107 030	301 482 411	391 296 198	29,8%	7,3%
Recettes fiscales	414 745 656	336 755 855	83 676 390	192 637 335	279 357 918	362 324 209	29,7%	7,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	103 726 747	79 692 212	18 323 389	51 689 857	69 120 214	85 737 288	24,0%	7,6%
impôt sur la main d'œuvre	4 996 578	4 390 907	1 313 274	2 379 576	3 822 176	4 891 846	28,0%	11,4%
Taxes sur biens et services	232 202 501	185 811 088	47 924 953	100 474 702	147 070 620	194 347 024	32,1%	4,6%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	59 945 865	60 749 176	14 832 047	35 182 148	54 894 654	71 285 018	29,9%	17,3%
Autres recettes fiscales	11 594 544	4 086 178	869 949	1 907 722	3 011 579	3 983 270	32,3%	-2,5%
Recettes non fiscales	28 318 747	28 024 545	4 183 362	12 469 695	22 124 493	28 971 988	30,9%	3,4%
Recettes en capital	640 203	397 676	44 432	88 377	114 941	622 403	441,5%	56,5%
Dons	202 749 782	131 540 725	41 665 079	101 826 887	146 389 305	169 980 210	16,1%	29,2%
Projets	146 754 555	73 771 725	21 931 079	60 130 887	97 849 305	112 339 210	14,8%	52,3%
Programme	55 995 227	57 769 000	19 734 000	41 696 000	48 540 000	57 641 000	18,7%	-0,2%

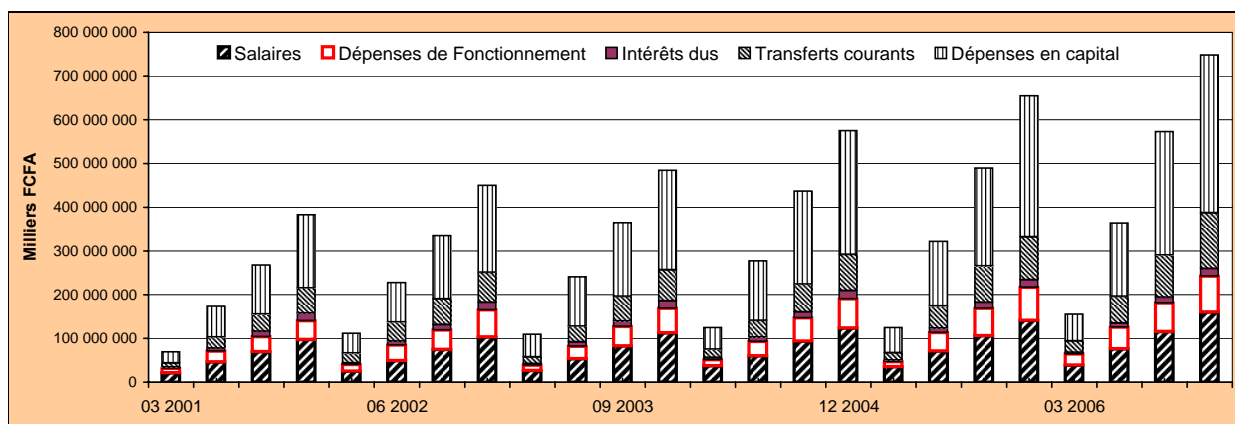
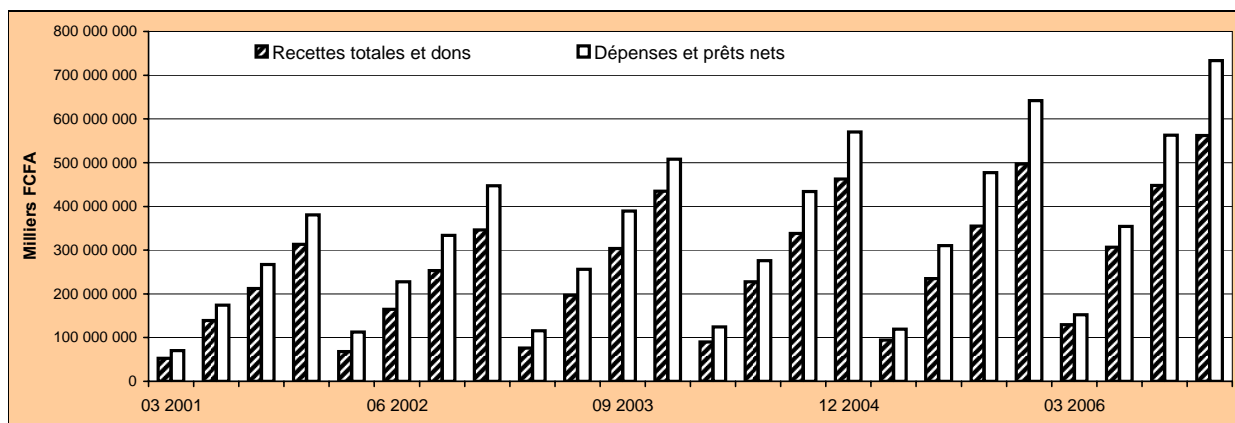


Pour une prévision annuelle budgétaire de 443,7 milliards de francs CFA, la mobilisation des recettes propres à la fin du quatrième trimestre 2006 s'établit à 391,9 milliards de francs CFA d'où un taux de recouvrement de 88,3%. Les recettes propres ont connu un glissement annuel de 7,3% correspondant à 26,7 milliards de francs CFA. Les recettes fiscales qui constituent la composante majeure des recettes propres sont en progression de 7,6 % en glissement annuel, dû principalement aux taxes sur les biens et services.

Les ressources extraordinaires (les dons) sont à 169,9 milliards de francs CFA traduisant un glissement annuel de 29,2%.

Sources : Ministère des Finances et du Budget

DEPENSES ET PRETS NETS										
DEPENSES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prédiction budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement			
		2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.				
Dépenses et prêts nets	835 995 870	642 012 178	152 267 618	354 250 631	562 528 789	733 539 278			30,4%	14,3%
Dépenses	838 763 459	655 181 191	156 174 754	364 076 197	572 786 270	748 180 426			30,6%	14,2%
Dépenses courantes	375 598 313	332 163 712	94 357 412	195 974 344	290 490 742	387 266 552			33,3%	16,6%
Salaires	150 238 302	141 286 490	38 607 493	76 435 753	115 324 399	159 949 051			38,7%	13,2%
Dépenses de Fonctionnement	80 151 681	75 105 575	26 062 382	49 120 829	65 388 842	82 219 299			25,7%	9,5%
Intérêts dus	17 341 603	18 169 722	3 718 344	10 114 364	13 571 442	17 348 166			27,8%	-4,5%
Transferts courants	127 866 727	97 601 925	25 969 192	60 303 397	96 206 059	127 750 036			32,8%	30,9%
Dépenses en capital	463 165 146	323 017 479	61 817 342	168 101 853	282 295 529	360 913 874			27,8%	11,7%
financées sur ressources propres	127 651 904	146 190 057	20 347 530	67 862 438	107 387 425	154 840 166			44,2%	5,9%
Prêts nets	-2 767 589	-13 169 013	-3 907 135	-9 825 567	-10 257 482	-14 641 148			42,7%	11,2%



Les dépenses et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 733,5 milliards de francs CFA contre 642 milliards de francs CFA en 2005 par rapport à la même période.

Le taux d'exécution des dépenses et prêts nets est de 89,9% par rapport aux prévisions budgétaires qui étaient de 836 milliards de francs CFA.

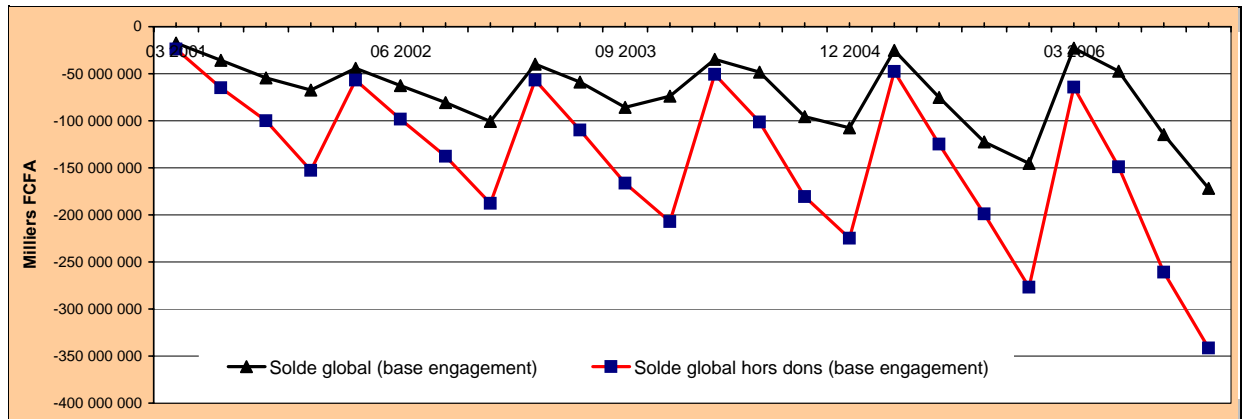
Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 14,3% par rapport au niveau atteint au quatrième trimestre 2005. Cette hausse est imputable aux dépenses courantes et en capital qui ont des glissements annuels respectivement de 16,6% et de 11,7%.

L'augmentation du niveau des dépenses courantes est liée à principalement à l'accroissement de la masse salariale suite aux recrutements relativement importants sur mesures nouvelles et aux avancements statutaires.

La progression des dépenses en capital est expliquée par l'importante nécessité d'accroître le niveau des investissements en vue de réduire la pauvreté.

Sources : Ministère des Finances et du Budget

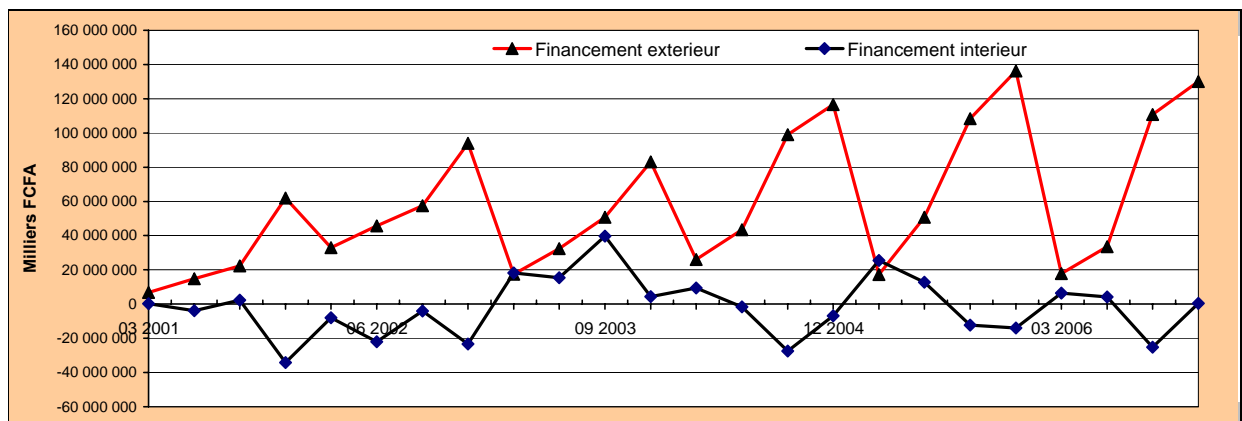
SOLDES ET FINANCEMENT								
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
		2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-189 541 483	-145 293 377	-22 698 355	-47 228 336	-114 542 131	-171 640 468	49,8%	18,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-392 291 264	-276 834 102	-64 363 434	-149 055 224	-260 931 437	-341 620 678	30,9%	23,4%
Solde primaire		-258 664 380	-60 645 090	-138 940 859	-247 359 995	-324 272 512	31,1%	25,4%
Solde de base	-60 808 022	-102 258 562	-22 893 623	-49 666 184	-88 628 924	-138 156 778	55,9%	35,1%
Solde global (base caisse)	-189 541 483	-122 169 802	-22 556 159	-37 002 103	-86 041 876	-134 435 621	56,2%	10,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-392 291 264	-253 710 527	-64 221 238	-138 828 991	-232 431 182	-304 415 832	31,0%	20,0%



A fin décembre 2006, il se dégage un déficit base engagement de 171,64 milliards de francs CFA et un déficit base caisse de 134,43 milliards de francs CFA.

Le déficit base caisse s'est aggravé en 2006 par rapport à la même date en 2005 passant de 122,17 milliards de francs CFA à 134,43 milliards de francs CFA. Cette dégradation du déficit est liée à l'accroissement plus important des dépenses que celui des recettes propres. Ce déficit a été comblé par le financement extérieur pour 130,1 milliards de francs CFA et dans une moindre mesure par le financement intérieur pour 0,36 milliards de francs CFA.

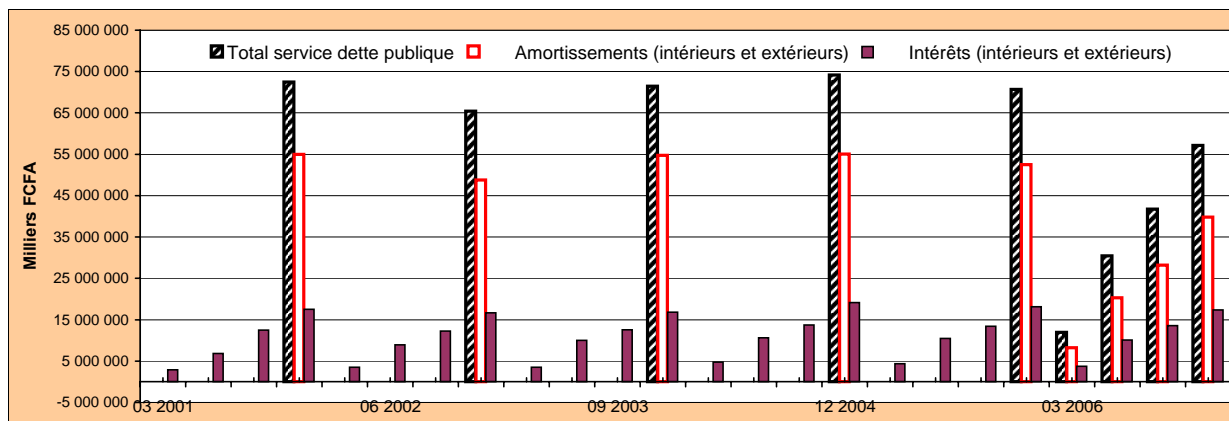
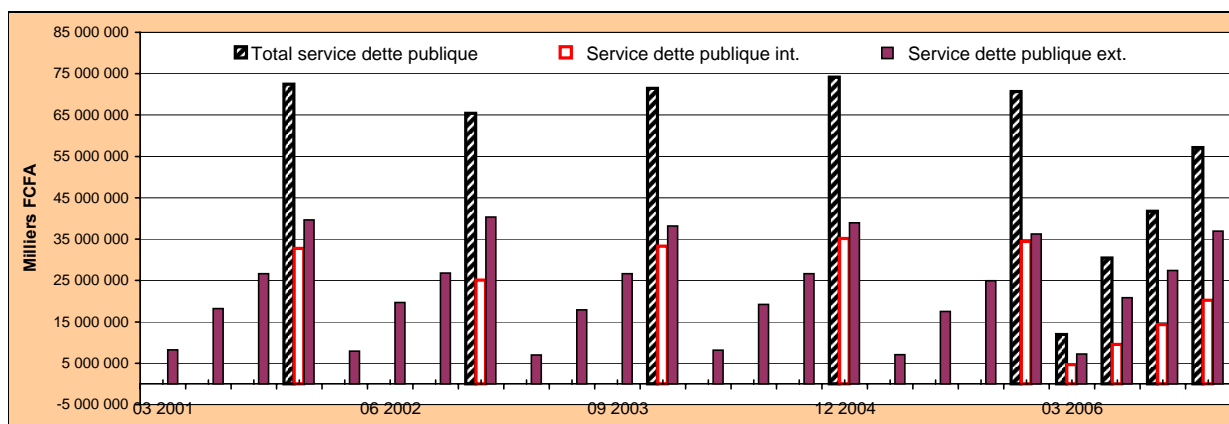
FINANCEMENT (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
		2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	187 558 047	122 169 802	24 200 861	37 663 550	85 581 462	130 468 282	52,4%	6,8%
Financement extérieur	194 971 260	136 205 688	17 819 866	33 484 193	110 858 189	130 103 844	17,4%	-4,5%
Décaissements extérieurs	225 391 687	160 608 050	23 053 679	47 430 960	129 395 379	154 773 093	19,6%	-3,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0	24 018 235	3 514 946	8 172 808	11 629 171	15 384 410	32,3%	-35,9%
Amortissement de la dette extérieure	-30 420 427	-24 511 119	-5 233 813	-13 946 767	-18 537 190	-24 669 249	33,1%	0,6%
Ajustement taux de change		108 757	0	0	0	0		
Financement intérieur	-7 413 213	-14 035 886	6 380 995	4 179 357	-25 276 727	364 438	-101,4%	-102,6%
Financement bancaire	0	10 765 907	17 694 108	3 534 375	-28 249 454	5 378 367	-119,0%	-50,0%
Secteur non bancaire	-7 413 213	-24 801 793	-11 313 113	644 982	2 972 727	-5 013 929	-268,7%	-79,8%
Gap de financement	1 983 436	0	-1 644 703	-661 447	460 415	3 967 340	761,7%	



Sources : Ministère des Finances et du Budget

SERVICE DETTE PUBLIQUE

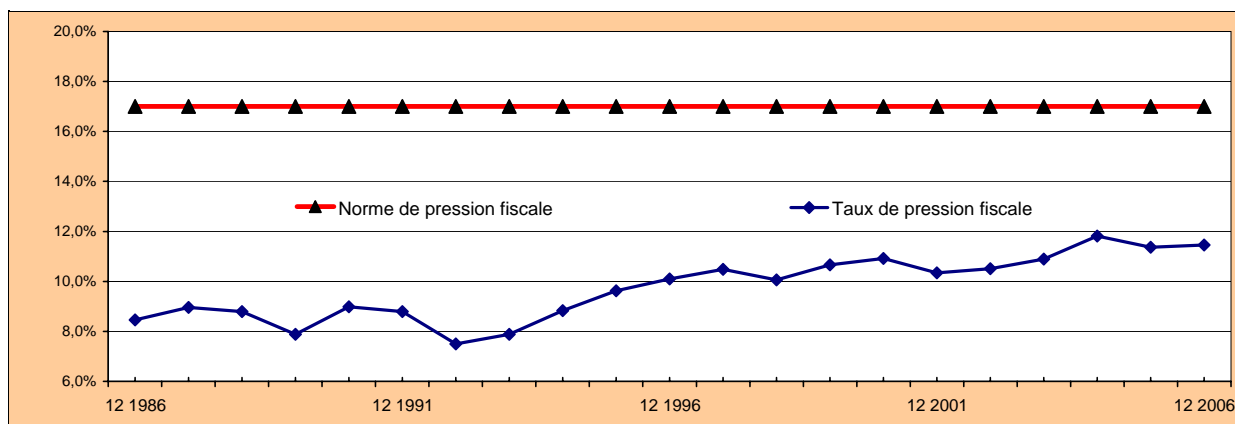
SERVICE CUMULE (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
		2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 175 243	70 700 726	11 963 178	30 428 317	41 735 298	57 129 092		
Amortissements (int. et ext.)	52 833 640	52 531 004	8 244 833	20 313 952	28 163 856	39 780 926		
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	17 341 603	18 169 722	3 718 344	10 114 364	13 571 442	17 348 166	27,8%	-4,5%
Service dette publique int.	28 333 413	34 467 174	4 702 660	9 574 157	14 328 757	20 190 115		
Amortissements	22 413 213	28 019 885	3 011 021	6 367 185	9 626 666	15 111 677		
Intérêts	5 920 200	6 447 289	1 691 639	3 206 971	4 702 090	5 078 438	8,0%	-21,2%
Service dette publique ext.	41 841 830	36 233 552	7 260 518	20 854 160	27 406 541	36 938 977		
Amortissements	30 420 427	24 511 119	5 233 813	13 946 767	18 537 190	24 669 249		
Intérêts	11 421 403	11 722 433	2 026 705	6 907 393	8 869 352	12 269 728	38,3%	4,7%
Service dette ext./recettes totales	9,4%	9,9%	8,3%	10,2%	9,1%	9,4%		



Sources : Ministère des Finances et du Budget

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2002	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006
Critères de 1er rang						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	$\geq 0\%$	-3,5%	-1,9%	-3,1%	-3,8%	-4,8%
Taux d'inflation	$\leq 3\%$	2,3%	2,0%	-0,4%	6,4%	2,4%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq 70\%$	49,2%	44,8%	43,4%	42,9%	18,9%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	$\geq 20\%$	36,0%	33,2%	42,7%	43,4%	42,7%
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq 35\%$	42,8%	41,7%	38,8%	42,0%	44,1%
Solde extérieur courant / PIB nominal	$\leq 5\%$	-9,2%	-8,5%	-9,1%	-9,9%	-8,0%
Taux de pression fiscale	$\geq 17\%$	10,5%	10,9%	11,8%	11,4%	11,5%



Sources : Ministère des Finances et du Budget

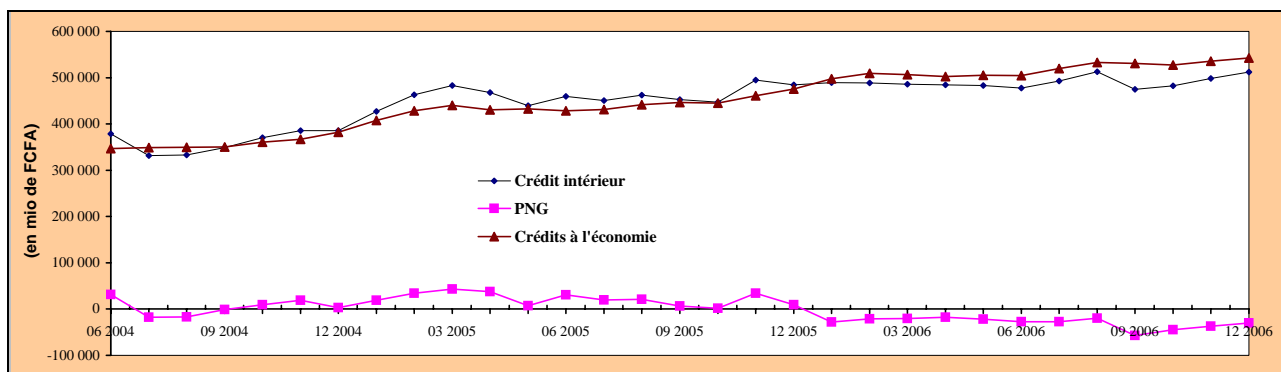
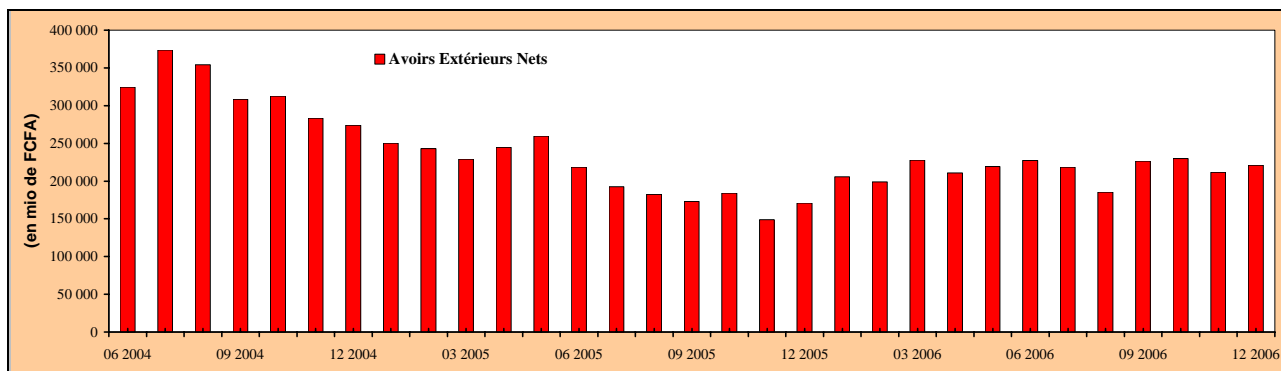
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

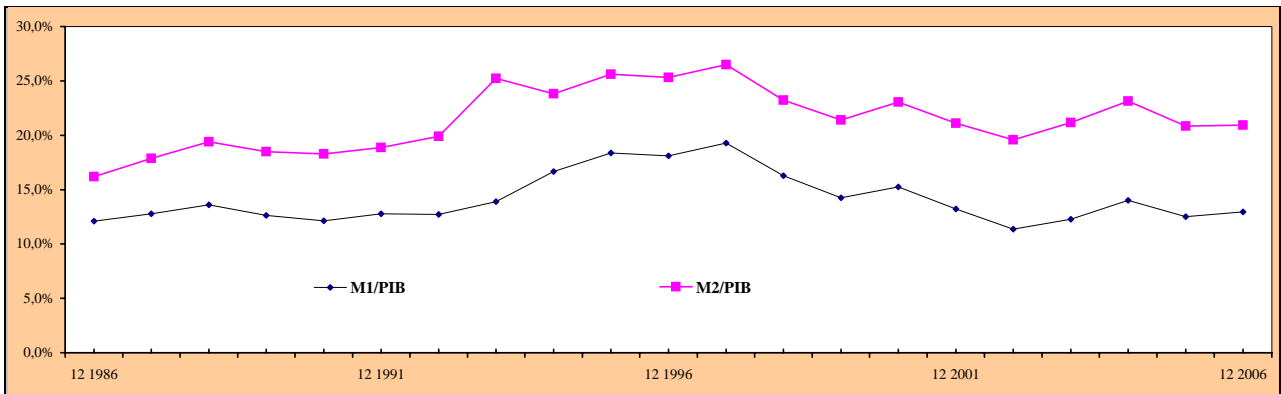
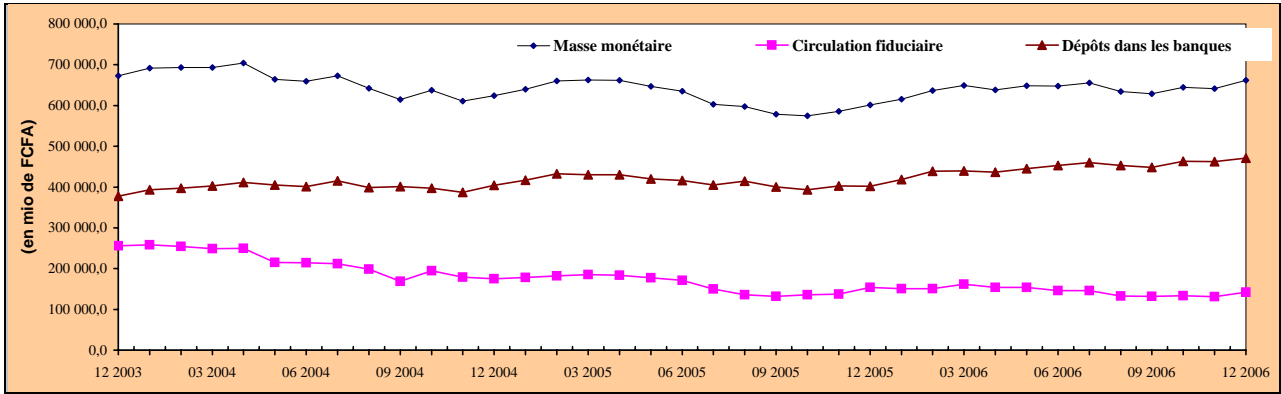
La situation des institutions monétaires est caractérisée par le niveau quasiment stable des avoirs extérieurs nets (en particulier sur les trois premiers trimestres de l'année) et une légère augmentation du crédit intérieur.

AGREGATS MONETAIRES En mio de FCFA (situation fin de mois)	4. Trim. 2005	1. Trim. 2006	2. Trim. 2006	3. Trim. 2006	4. Trim. 2006	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Avoirs Extérieurs Nets	170 789,3	227 915,1	227 194,7	226 527,7	220 994,1	-5 533,6	-2,4%	50 204,8	29,4%
BCEAO	165 016,3	226 979,1	227 669,7	226 408,7	202 940,1	-23 468,6	-10,4%	37 923,8	23,0%
Banques	5 773,0	936,0	-475,0	119,0	18 054,0	17 935,0	15071,4%	12 281,0	212,7%
Crédit intérieur	484 293,8	485 760,4	477 646,3	474 710,2	512 206,0	37 495,8	7,9%	27 912,2	5,8%
PNG	9 030,7	-20 789,0	-27 168,3	-56 965,4	-30 161,8	26 803,6	-47,1%	-39 192,5	-434,0%
Crédits à l'économie	475 263,1	506 549,4	504 814,6	531 145,6	542 367,8	11 222,2	2,1%	67 104,7	14,1%
dont crédits à court terme	248 220,9	254 848,4	245 492,2	266 682,6	292 639,8	25 957,2	9,7%	44 418,9	17,9%
dont crédits de campagne	62 553,2	90 006,0	94 301,4	90 000,0	75 464,0	-14 536,0	-16,2%	12 910,8	20,6%
dont crédits à moyen et long terme	164 489,0	161 695,0	165 021,0	174 483,0	174 264,0	-219,0	-0,1%	9 775,0	5,9%
Masse monétaire	601 015,7	649 033,9	648 039,0	629 122,7	661 607,3	32 484,6	5,2%	60 591,6	10,1%
Circulation fiduciaire	153 809,4	162 009,5	145 788,1	131 765,2	142 041,3	10 276,1	7,8%	-11 768,1	-7,7%
Dépôts dans les banques	402 154,9	439 762,6	453 064,5	448 628,1	470 689,8	22 061,7	4,9%	68 534,9	17,0%
dont dépôts à vue	197 514,9	218 188,6	206 921,5	196 363,1	222 151,8	25 788,7	13,1%	24 636,9	12,5%
dont dépôts à terme	124 011,0	137 251,0	156 370,0	162 857,0	159 858,0	-2 999,0	-1,8%	35 847,0	28,9%
Autres Postes Nets	54 067,4	64 641,6	56 802,0	72 115,2	71 592,8	-522,4	-0,7%	17 525,4	32,4%

AGREGATS MONETAIRES	déc.02	déc.03	déc.04	déc.05	déc.06
M1/PIB	11,4%	12,3%	14,0%	12,5%	13,0%
M2/PIB	19,6%	21,2%	23,1%	20,8%	20,9%



A fin décembre 2006, on note que par rapport à la même période de l'année précédente, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 29,4% au niveau de la Banque Centrale, à la suite des importantes mobilisations d'appuis budgétaires. Le crédit intérieur s'est accru de 5,8%, résultant d'une progression des crédits à l'économie de 14% (+58,1 milliards de FCFA) et d'une amélioration de la PNG de 39 milliards de FCFA.



Les disponibilités monétaires (**M1**), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des Centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (**M2**) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

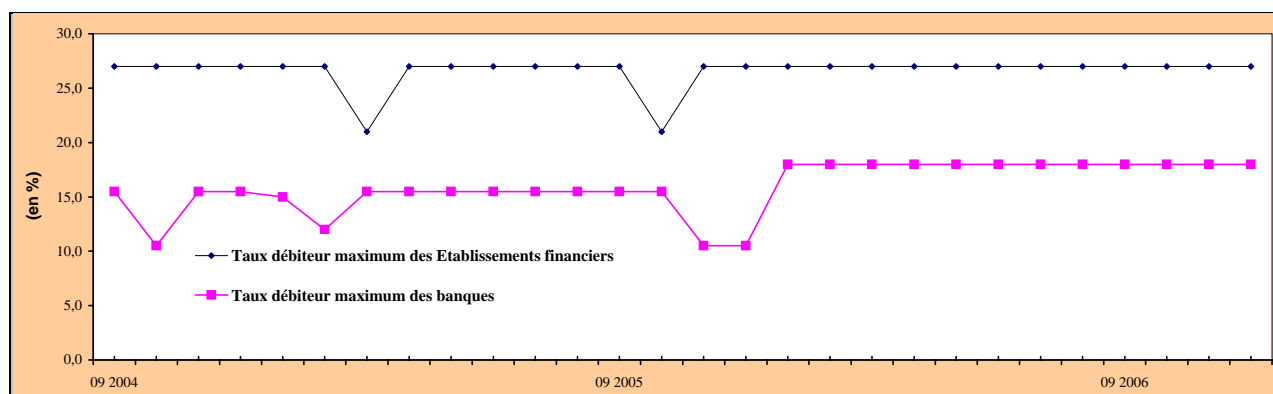
Le ratio **M1/PIB** exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio **M2/PIB**, est appelé "Profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Le ratio M2/PIB a augmenté de 13% en 1985 à 25% en 1993, avant de se stabiliser autour de 25% jusqu'en 1997. Au cours des dernières années, ce ratio a légèrement diminué et fluctue maintenant autour de 22%. Selon les "World Development Indicators 2006" de la Banque Mondiale, le Burkina Faso se trouvait en 2004, au sein de l'UEMOA, dans un peloton composé du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et du Togo. Deux pays avaient un ratio M2/PIB significativement plus élevé : le Mali (30,3%) et le Sénégal (33,6%). Au contraire, le Niger affiche un ratio substantiellement bas : 13% en 2004.

Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2005	1. Trim. 2006	2. Trim. 2006	3. Trim. 2006	4. Trim. 2006	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	9,0	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	-5,6%
Taux de base maximum des banques	10,9	14,8	14,8	14,8	14,8	0,0%	35,1%
Taux débiteur minimum des banques	6,8	5,3	5,5	5,3	5,3	0,0%	-22,2%
Taux débiteur maximum des banques	10,5	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	71,4%
Taux de base minimum des Etablissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des Etablissements financiers	15,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	20,0%
Taux débiteur minimum des Etablissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des Etablissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio FCFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio FCFA)	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des Etablissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



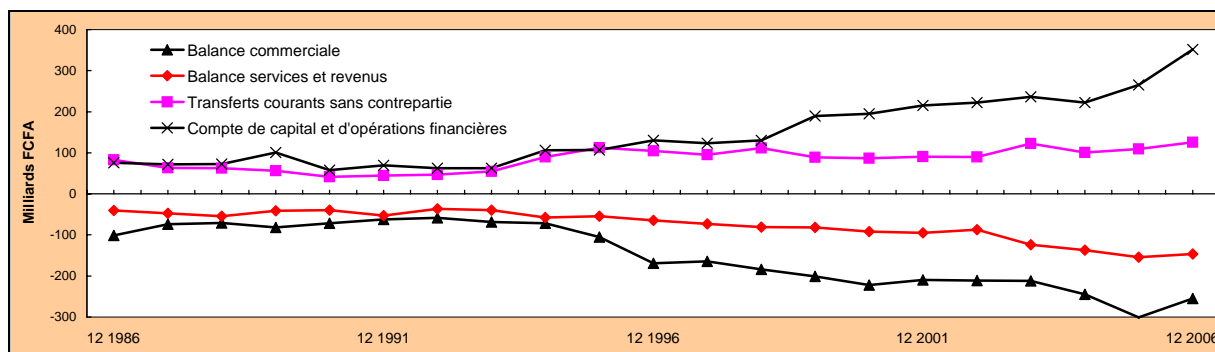
Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè continue de se ressentir en 2006 des effets de la conjoncture internationale, marquée par de fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et le persistance à la baisse des cours mondiaux du coton. Toutefois, sur la base des bonnes perspectives en matière de production et d'investissements et en tenant compte de l'initiative d'annulation de la dette multilatérale, la balance des paiements a dégagé un excédent de 76,7 milliards de FCFA en 2006, contre un déficit de 81,3 milliards de FCFA en 2005.

Balance des paiements (En mia FCFA)	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	Var. 2006	
	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Proj. révisées	Var./2005	Var./2004
Exportations de biens FOB	170,8	186,3	253,2	246,8	307,6	24,7%	10,2%
Importations de biens FOB	381,7	398,3	497,9	547,5	562,1	2,7%	6,2%
Balance commerciale	-210,9	-212,0	-244,7	-300,8	-254,5	-15,4%	2,0%
Services	-72,5	-108,9	-120,7	-132,7	-136,2	2,7%	6,2%
Revenus	-14,7	-14,9	-16,2	-21,4	-10,5	-50,9%	-19,5%
Balance des services et revenus	-87,2	-123,8	-136,9	-154,1	-146,7	-4,8%	3,5%
Transferts courants sans contrepartie	90,1	122,5	101,1	109,5	125,9	15,0%	11,6%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-208,1	-213,4	-280,5	-345,4	-275,3	-20,3%	-0,9%
Transferts en capital	112,6	119,6	106,5	131,0	1 001,7	664,8%	206,7%
Opérations financières	109,4	116,9	115,6	134,2	-649,7	-584,1%	
Comptes de capital et d'opérations financières	222,1	236,5	222,0	265,2	352,0	32,7%	25,9%
Erreurs et omissions	-3,1	-2,8	1,5	-1,1	0,0	-100,0%	-100,0%
Solde global	10,9	20,3	-57,0	-81,3	76,7	-194,4%	



Au niveau des opérations courantes, la balance commerciale aurait dégagé en 2006 un solde déficitaire de 254,5 milliards de FCFA, contre -300,8 milliards de FCFA en 2005, soit une amélioration de 15,4% consécutive à un accroissement plus important des exportations que celui des importations. Les exportations auraient en effet atteint 307,6 milliards de FCFA, contre 246,8 milliards de FCFA en 2005, soit une hausse de 24,7%, imputable principalement aux exportations de coton fibre, d'or non monétaire et des produits de l'élevage.

Au titre des opérations financières et des transferts de capital, il convient de noter que les flux nets d'opérations financières ont enregistré une baisse de 783,9 milliards de FCFA, en s'établissant à -649,7 milliards de FCFA en 2006 contre 134,2 milliards de FCFA en 2005, sous l'effet de la comptabilisation des annulations de la dette résultant de l'initiative PPTE (20,4 milliards de FCFA) et de l'IADM et du G8 (827 milliards de FCFA, dont 51,7 milliards de FCFA vis-à-vis du FMI).

Les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital se seraient élevées à 352 milliards de FCFA durant l'année 2006, contre 265,2 milliards de FCFA en 2005, soit un accroissement de 32,7% dû exclusivement aux flux de transferts de capital.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

COMMERCE EXTERIEUR

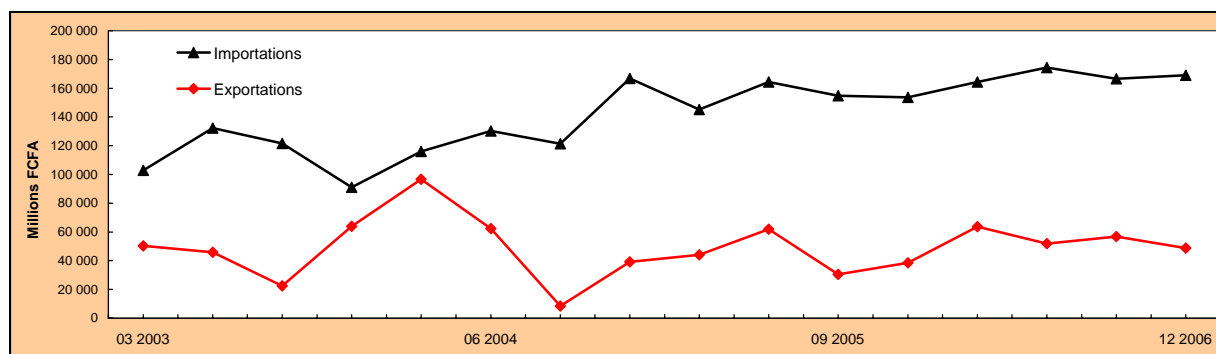
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
Animaux vivants et produits du règne animal	1 637,1	1 740,3	1 305,4	1 342,1	1 836,2	36,8%	12,2%
Produits du règne végétal	12 775,1	12 633,1	16 853,8	16 369,3	13 128,7	-19,8%	2,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 239,1	2 357,0	1 757,3	2 120,3	1 928,8	-9,0%	-13,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	9 812,9	8 269,5	10 304,6	11 814,7	8 450,6	-28,5%	-13,9%
Produits minéraux	45 345,2	41 479,1	50 196,7	46 506,5	46 321,5	-0,4%	2,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	15 596,9	29 887,2	29 796,7	22 673,3	13 368,1	-41,0%	-14,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	5 009,6	5 439,7	6 080,5	5 862,4	6 927,6	18,2%	38,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	89,4	291,9	91,4	100,2	64,4	-35,8%	-28,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	528,0	624,0	596,1	628,0	675,9	7,6%	28,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	2 868,3	2 924,3	3 905,5	3 879,0	3 478,3	-10,3%	21,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	3 183,5	4 342,6	3 057,5	2 622,7	3 773,9	43,9%	18,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets...	548,0	666,0	632,5	467,0	746,8	59,9%	36,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	972,3	1 720,6	1 150,3	1 335,5	987,8	-26,0%	1,6%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. Précé.	7,2	8,2	3,6	49,4	108,9	120,6%	1417,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	10 092,6	10 690,3	11 808,9	10 755,2	16 055,0	49,3%	59,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	24 268,7	23 020,6	20 555,8	24 710,2	30 245,4	22,4%	24,6%
Matériel de transport	15 749,2	14 200,8	12 096,8	11 902,6	16 339,2	37,3%	3,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 428,6	2 284,0	2 954,8	2 092,0	2 062,5	-1,4%	-15,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,6	63,8	48,4	0,2	132,3	57933,9%	22777,6%
TOTAL	153 695,6	164 356,1	174 417,6	166 648,3	169 005,6	1,4%	10,0%

Le niveau des importations en glissement trimestriel, est resté quasiment stable au 4ème trimestre 2006 (+1,4% seulement), malgré les hausses significatives enregistrées sur différents produits : Métaux communs et ouvrages en ces métaux (49,3%), matières textiles et ouvrages en ces matières (43,9%), Matériel de transport (37,3%), animaux vivants et produits du règne animal (36,8%); etc. ;

Par rapport aux importations en valeur de la même période l'année précédente, les importations sont en hausse de 10%.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
Animaux vivants et produits du règne animal	1 129,6	935,2	958,1	538,3	1 075,2	99,7%	-4,8%
Produits du règne végétal	4 488,5	6 894,4	6 009,4	4 052,2	6 369,6	57,2%	41,9%
dont arachides	66,5	82,9	16,8	111,4	25,1	-77,5%	-62,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 024,4	1 152,0	1 037,5	1 108,9	1 658,9	49,6%	61,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 105,9	3 458,8	989,9	848,6	1 222,3	44,0%	10,5%
Produits minéraux	51,2	68,9	200,0	60,2	37,5	-37,8%	-26,8%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	241,0	88,4	392,0	272,7	65,8	-75,9%	-72,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	31,4	124,7	35,8	37,8	146,5	287,5%	366,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	219,1	391,8	1 008,8	93,8	33,1	-64,7%	-84,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	22,1	16,6	9,5	2,4	10,0	317,3%	-54,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	30,1	43,8	149,0	34,2	14,5	-57,5%	-51,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	28 479,1	49 412,2	38 612,2	45 805,6	33 089,1	-27,8%	16,2%
dont coton fibre	27 303,0	48 729,5	37 730,8	42 657,5	32 299,7	-24,3%	18,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,0	0,1	0,0	0,2	0,5	114,5%	
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	5,8	5,0	24,9	27,7	9,1	-67,1%	56,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	750,9	159,9	909,1	876,8	2 735,4	212,0%	264,3%
dont or	750,5	158,7	908,8	873,2	2 735,4	213,3%	264,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	142,5	208,4	106,5	1 446,3	486,4	-66,4%	241,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	509,0	324,0	836,3	734,4	726,9	-1,0%	42,8%
Matériel de transport	160,1	141,4	153,6	418,1	591,5	41,5%	269,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	14,7	77,1	10,4	108,7	180,7	66,2%	1130,4%
Marchandises et produits divers	65,8	46,8	252,7	302,9	141,0	-53,4%	114,3%
TOTAL	38 491,0	63 650,2	51 823,2	56 824,7	48 745,9	-14,2%	26,6%



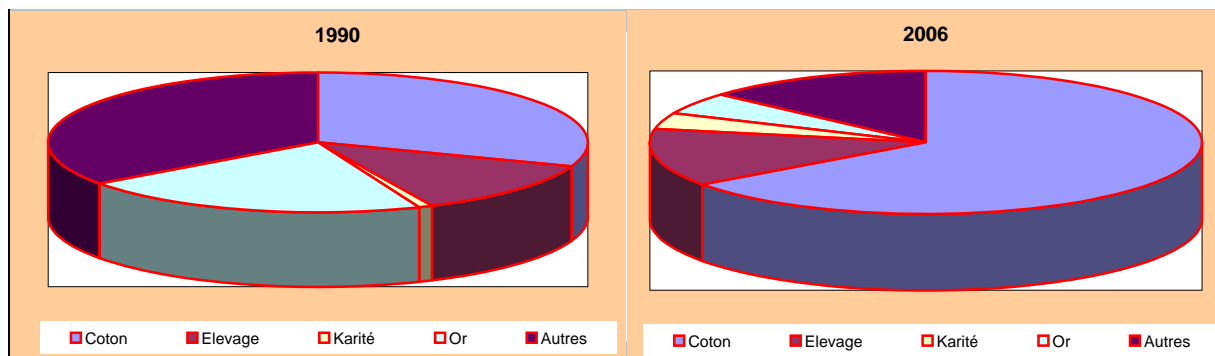
Au quatrième trimestre 2006, les exportations ont baissé en glissement trimestriel, de 14,2%, consécutivement à des baisses enregistrées dans plusieurs secteurs comme celui des produits des industries chimiques ou des industries connexes (-75,9%), les peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières (-64,7%).

Par rapport au 4ème trimestre 2005, les exportations sont en hausse de 26,6%.

Les exportations trimestrielles ont rarement dépassé les 60 milliards de FCFA. Elles suivent le rythme du principal produit d'exportation du Burkina Faso, à savoir le coton.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

EXPORTATIONS EN VALEURS	1990	2003	2004	2005	2006
Part du coton dans total	30,7%	64,4%	64,5%	59,5%	65,0%
Part des produits de l'élevage dans total	12,5%	13,5%	12,9%	15,2%	13,0%
Part du karité dans total	0,8%	3,0%	3,8%	5,1%	3,7%
Part de l'or dans total	21,0%	2,8%	2,8%	3,8%	5,0%
Part des autres produits dans total	35,0%	16,4%	16,1%	16,4%	13,2%

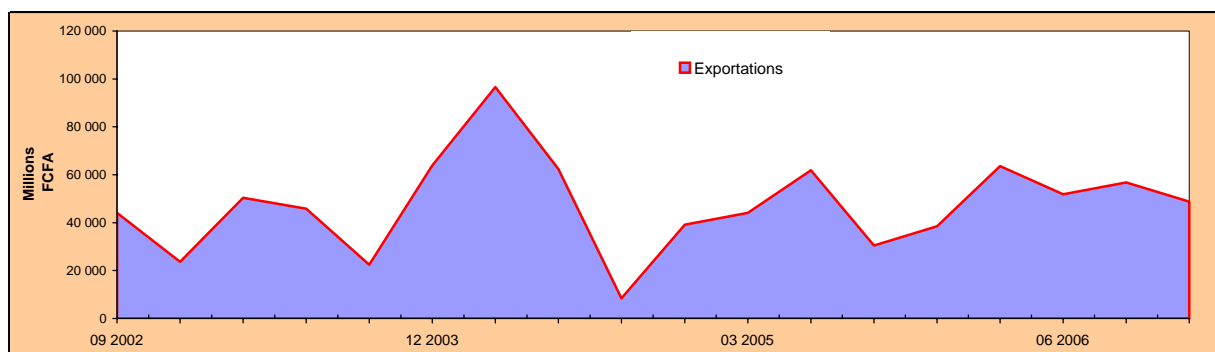


En 1990, le coton et l'or étaient les principaux produits exportés avec 51,7% des exportations, dont 30,7% pour le coton. Plus d'une décennie après, les données ont fortement évolué et le coton représente à lui seul environ deux tiers des exportations du Burkina (65%). L'or qui représentait plus du cinquième des exportations en 1990, n'est devenue que l'ombre d'elle-même en 2006, avec seulement 5% du total. Cette situation est due essentiellement à la prédominance de l'exploitation traditionnelle et informelle de l'or au Burkina, liée à la fermeture de la mine d'or de Poura et d'Essakam.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

COURS DES MATIERES

MARCHE INTERNATIONAL COTON : Moyenne trimestrielle	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2005	2006	2006	2006	2006	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en FCFA)	552,0	545,8	522,3	514,9	508,7	-1,2%	-7,8%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	56,6	61,0	68,3	68,8	59,0	-14,2%	4,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 270,0	1 311,3	1 242,3	1 289,3	1 278,0	-0,9%	0,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	17,1	19,5	22,1	21,9	21,7	-1,2%	26,4%
Cours mondial du Sésame (\$ US / tonne)	661,7	651,7	681,7	651,7	677,5	4,0%	2,4%
Cours mondial du pétrole (1.000 FCFA / Baril)	31,2	33,3	35,7	35,4	30,0	-15,3%	-3,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	700,9	715,7	649,0	663,8	649,9	-2,1%	-7,3%
Cours mondial de l'Or (1.000 FCFA / g)	9,5	10,7	11,6	11,3	11,0	-2,4%	16,4%
Cours mondial du Sésame (FCFA / Kg)	365,2	355,7	355,9	335,5	344,6	2,7%	-5,6%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,022	0,021	0,018	0,019	0,022	14,9%	-3,6%



. Taux de change du dollar :

Le dollar poursuit sa chute entamée, du fait notamment de la décision des autorités monétaires américaines d'observer une pause dans le cycle de relèvement des taux de la Réserve fédérale, de l'ampleur du déficit du compte courant extérieur américain et des signes de décélération de l'activité aux Etats-Unis. Au dernier trimestre 2006, le dollar a affiché une baisse de 7,8% par rapport à la même période une année plus tôt. Le cours de l'or (en US \$ / g) est en baisse de 1,2% par rapport au troisième trimestre 2006.

. Prix des produits exportés :

Traditionnellement porté par la demande, le marché du coton est en ce moment influencé par l'évolution de l'offre. Au dernier trimestre, le kilogramme de coton était coté à 650 FCFA après un pic de 716 FCFA atteint au premier trimestre, alimenté par les craintes sur la récolte américaine qui risquait de baisser à cause de la sécheresse qui sévissait aux Etats-Unis à l'époque. Cependant, la force du FCFA par rapport au dollar américain a annulé la plus grande partie de la faible hausse des prix internationaux enregistrée courant 2005-2006. En effet, si l'on compare la moyenne de l'Indice de Liverpool en dollar par kg en 2005 avec celle de 2006, il apparaît une augmentation de l'Indice de 0,6 % en dollars mais une baisse de 7,3 % en FCFA, l'évolution du taux de change euro/dollar jouant en défaveur de la zone FCFA.

Le cours de l'or (en US \$ / g) a entamé une phase descendante au cours du troisième trimestre : en glissement trimestriel il a varié de -1,2% et en glissement annuel de 26,4%. L'incertitude politique internationale, la croissance économique dans beaucoup de pays, la cherté de l'énergie, font de l'or une valeur refuge.

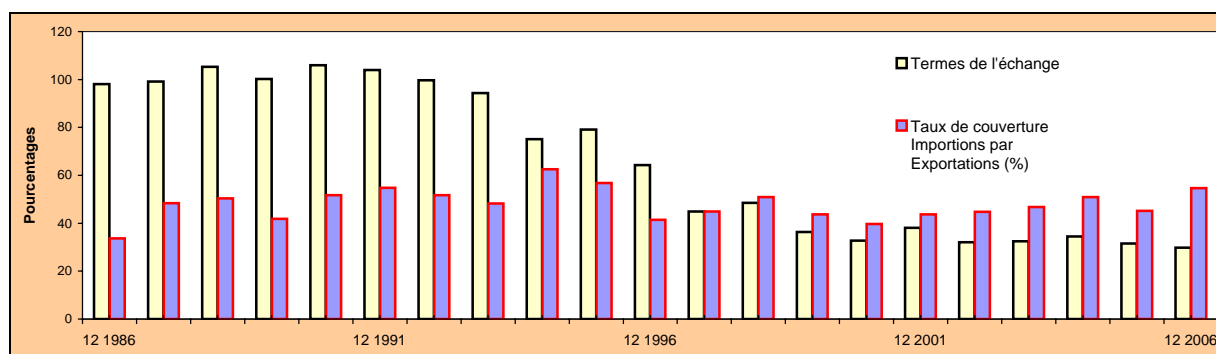
Au dernier trimestre de 2006, le prix moyen d'une tonne de sésame est estimé à 677,5 dollars contre 651,7 dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 2,7%.

. Prix des produits importés :

La tendance haussière du prix du baril constatée au début de l'année est entrain de s'estomper. Le prix du baril est passé de 35.418 FCFA au troisième trimestre à 30.006 FCFA au quatrième trimestre, soit une baisse de 15,3%. En glissement annuel, le prix du pétrole en milliers de FCFA par baril a baissé de 3,9%. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar a toutefois amoindri les effets de la forte hausse du prix du pétrole de 2006.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D**COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

TERMES DE L'ECHANGE	12 2002	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006	Var. 2006	
						Var./2005	Var./2004
Indice prix à l'importation	230,7	238	244,8	252	259,7	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	74,1	77,3	84,4	79,5	77,5	-2,6%	-8,2%
Termes de l'échange	32,1%	32,5%	34,5%	31,5%	29,8%	-5,4%	-13,5%
Taux de couverture Importations par Exportations (%)	44,7	46,8	50,8	45,2	54,7	21,0%	7,6%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, les exportations couvrent rarement plus de la moitié des importations.

Sources : I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

SONAGESS :	<i>Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire</i>
INSD :	<i>Institut national de la statistique et de la démographie</i>
DGPSA :	<i>Direction Générale de la Prévision et des Statistiques Agricoles</i>

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adulte.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre –Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par le service des statistiques animales (SSA) de la DEP du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

DEP : Direction des Etudes et de la Planification
 DGPSE : Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
 DGPSA : Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
 DPCAS : Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
 DSAN : Direction des Statistiques ANimales
 ENEC : Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
 IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
 MRA : Ministère des Ressources Animales
 PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
 SIM bétail : Système d'Information sur les Marchés du Bétail
 SSA : Service des Statistiques Animales

Crédit des contributions au TBE

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakary	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DEP / MRA
ILBOUDO, Abdoulaye	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DEP / MRA
ILBOUDO, Abdoulaye	Production de l'agriculture	SONAGESS
KONATE, Drissa	Finances publiques	DEP/MFB
SAWADOGO, Issa		SP/PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SANOU Aboudoulaye	Secteur extérieur (Cours des produits exportés)	DPAM / DGEP



Avec l'appui technique
du Projet de la Coopération allemande au développement
**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DES MINISTERES
CHARGES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung